



DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES VILLE DE CERET

DECISION DU MAIRE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL (Article L.2122-22 du CGCT)

Attribution du marché de recherche de financements pour les projets d'investissement

Le Maire de la commune de CERET (Pyrénées-Orientales),

VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoirs susceptibles d'être consenties par le Conseil Municipal au Maire,

VU la délibération n°34/2020 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire dans le cadre des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités territoriales, et ce pour la durée de son mandat,

Considérant que la commune souhaite optimiser la recherche de financements pour ses projets d'investissement,

Considérant qu'une consultation a été publiée le 10 août 2023, que 5 candidats ont remis une offre dans les délais,

Considérant que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits au budget,

Considérant que, compte tenu des critères d'attribution du marché, la société CIROCCO présente l'offre la plus économiquement avantageuse, pour un montant minimum de 1 000.00 € HT et un montant maximum de 100 000.00 € HT,

DECIDE

Article 1er – Le marché public d'aide à recherche et au montage de dossiers de financements au bénéfice de la commune est conclu pour un montant minimum de 1 000.00 € HT et un montant maximum de 100 000.00 € HT, avec la société CIROCCO sise 10 cours Pierre Puget, 13006 MARSEILLE (13).

Article 2 – Monsieur le Maire est autorisé à signer le marché correspondant et toutes pièces relatives à ce dossier.

Article 3 – La dépense afférente à cette opération sera imputée sur les crédits qui sont inscrits à cet effet au budget.

Article 4- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Article 5 - La présente décision :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales au titre du contrôle de légalité.

- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de CERET dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera :

- Adressée au Comptable Public.
- Notifiée à la Société CIROCCO

Fait à CERET, le 16 Octobre 2023

**Le Maire,
Michel COSTE**

